



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
De l'aménagement et du logement  
Occitanie**

**UNITE INTERDEPARTEMENTALE  
TARN AVEYRON**

Arrêté n° *2020-09-18-001* du **18 SEP. 2020**

Objet : mise en demeure SARL Société des Carrières du Massif Central  
pour l'exploitation de la carrière « La Salvatelle » commune de Réquista

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-6-1, L. 512-19, L. 514-5, R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-74 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 mars 1994 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de cinérite située au lieu-dit « La Salvatelle » sur la commune de Réquista ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2009 actant le changement d'exploitant au nom de la Sarl Société des Carrières du Massif Central (SCMC) ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 26 juin 2020, faisant suite à l'inspection réalisée le 23 juin 2020, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que l'exploitation de la carrière de Réquista a été autorisée par arrêté préfectoral du 15 mars 1994 pour une durée de 30 ans ;

**Considérant** que la SARL Société des Carrières du Massif Central (SCMC) a été autorisée à exploiter une carrière située à « La Salvatelle » commune de Réquista par arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2009 ;

**Considérant** que la carrière est destinée à l'extraction de cinérites à raison d'une production annuelle maximale de 150 000 tonnes ;

**Considérant** que les productions annuelles déclarées par l'exploitant depuis 2016 sont nulles ;

**Considérant** que sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives ;

**Considérant** que lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif ;

**Considérant** que lorsqu'une carrière soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit notifier la cessation d'activité de la carrière dans les conditions fixées par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la carrière doit être remise en état dans les conditions fixées par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé et dans les conditions fixées par l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 1994 susvisé ;

**Considérant** qu'il convient de mettre en demeure la SARL Société des Carrières du Massif Central de procéder à la mise à l'arrêt définitif de la carrière située au lieu-dit « La Salvatelle » sur la commune de Réquista ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1er** : La SARL Société des Carrières du Massif Central (SCMC), dont le siège social est situé à 46270 BAGNAC SUR CELE, est mise en demeure de procéder à la mise à l'arrêt définitif de la carrière située au lieu-dit « La Salvatelle » sur la commune de Réquista. A cet effet, la SARL Société des Carrières du Massif Central (SCMC) indique à la préfecture, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site.

L'exploitant précise, en particulier, dans ce mémoire les mesures prévues pour assurer la gestion des eaux de ruissellement et la stabilité du front dont la hauteur est supérieure à 15 mètres afin que l'état du site remis en état ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

### **Article 2** :

La SARL Société des Carrières du Massif Central (SCMC) transmet à la préfecture, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, le mémoire de réhabilitation mentionné du I de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

### **Article 3** :

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la SARL Société des Carrières du Massif Central (SCMC) remet le site en état dans les conditions fixées par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé, par l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 1994 susvisé et par le dossier de demande d'autorisation présenté le 26 novembre 1993 et en informe le préfet. En outre, il transmet un plan d'exploitation à jour sur lequel sont notamment reportées des différentes zones remises en état et les bornes implantées pour délimiter le périmètre d'autorisation.

### **Article 4** :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Les sanctions pénales encourues en cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai imparti sont fixées à l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

**Article 5 :**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 6 :**

La secrétaire générale de la Préfecture de l'Aveyron, le maire de la commune de Réquista, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, adressé au maire de Réquista et à la SARL SCMC .

Fait à Rodez, le **18 SEP. 2020**

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale



Michèle LUGRAND

